

Les nouvelles



Les nouvelles

du CHAT

UR Lorraine

Numéro spécial 1^{er} mai 2002

Journal anarcho-syndicaliste
et/ou syndicaliste révolutionnaire
BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail

ÉDITORIAL

Consternant. La France et la démocratie parlementaire ont la gueule de bois. L'alternative présentée au corps électoral est le choix entre un président sortant corrompu et un fasciste, ex-tortionnaire. Les sociaux-démocrates invoquent comme raison de leur échec l'abstention et le vote d'extrême gauche protestataire, marquant par là leur ignorance des réalités sociales et des préoccupations du monde du travail. Ayant abandonné toute référence au socialisme et collant au discours sécuritaire de la droite et de l'extrême droite, ils ont oublié sur le chemin de la mondialisation sauvage toutes les victimes de la précarisation, de la misère, les gens qui voient leurs vies bouleversées par la recherche forcée du profit. Les travailleurs n'ont pas été associés à tous ces changements et les inégalités sociales se sont amplifiées. Les gigantesques profits gérés par le capitalisme n'ont pas été redistribués. La véritable insécurité est l'insécurité sociale : licenciements massifs d'entreprises bénéficiaires et leur cortège de misère, désespérance sociale...

Non il n'est pas question, pour notre confédération, de se joindre aux "forces républicaines" qui, aujourd'hui, récoltent ce qu'elles ont semé depuis des années. Il n'y a pas eu de "coup de tonnerre" dans notre ciel le 21 avril. La situation électorale actuelle est le fruit d'une évolution que nous n'avons pas découverte à cette occasion. La montée du Front national a d'abord servi des intérêts uniquement électoraux, lorsque le PS l'a utilisée pour diviser la droite. La montée du Front national a ensuite été la conséquence de ce qu'on a appelé la "lépénisation" des esprits, lorsque les politiciens et les médias quasi unanimes ont permis aux propos démagogiques du FN d'atteindre une légitimité populaire. La montée du Front national a enfin été la conséquence de la corruption et des mensonges des élus, des promesses non tenues, d'une gauche convertie au libéralisme, abandonnant les couches sociales pauvres.

Toutefois, le combat que mène la CNT ne se fera certainement pas en appelant à voter pour qui ce soit. Chaque adhérent fera à ce propos ce qu'il juge bon. Le combat antifasciste de la CNT est indissociable de son combat anticapitaliste. Elle le mène internationalement, avec des organisations syndicalistes du monde entier. Elle le mène dans les entreprises, dans les quartiers, pour la construction d'un autre futur sans exploités ni exploités, sans dominants riches et sans dominés à la misère la plus grande part de l'humanité. C'est sur ce terrain, le chômage, la précarité, la misère, l'exclusion, l'exploitation polymorphe, que croît le fascisme. Mais c'est aussi sur ce terrain que grandit la conscience de classe et que pourra se construire une nouvelle organisation sociale. C'est pourquoi notre action syndicale a pour objectif l'auto-organisation contre la soumission à toute démagogie. La CNT n'a que faire des mots d'ordre fallacieux (« Toujours le camp des travailleurs ») émanant d'avant-gardes toujours prompts à confisquer le pouvoir (« 100 % à gauche » ça n'est certainement pas assez à gauche) ; ni des larmes de la gauche plurielle et des syndicats réformistes qui ont fait le lit de l'extrême droite.

Construisons aujourd'hui un syndicalisme pour l'autogestion généralisée. Remettons la question sociale au centre des luttes, seule la mobilisation et la solidarité nous permettront de vaincre le fascisme.

QUELLE QUE SOIT LA SITUATION, LES ÉLECTIONS N'OFFRENT PAS DE SOLUTION !

Aussi bien pour la présidentielle que pour les législatives, aucun des candidats n'a ou ne va pas manquer de traiter de la "question sociale".

Si le comble est bien entendu atteint par le super démagogue fasciste qui en appelle « aux petits, aux exclus, aux mineurs et aux métallos », etc. cela apparaît toujours un peu singulier de la part des candidats bourgeois, plus de vingt ans après 1981, il n'en reste pas moins que les gauches plurielles, rose, à 100% ou plus, verte et même blette, ont repris la sempiternelle antième : les élections seraient une occasion à exploiter pour poser l'alternative possible du changement par les urnes ou du moins pour peser sur les applications du programme du futur élu !

Et pour culpabiliser les réfractaires du bulletin de vote, tous les politiques ne manquent pas de rappeler que le "droit de vote" a été si chèrement acquis par nos ancêtres, que rien qu'à ce titre, la participation s'imposerait.

Dire ainsi d'une manière aussi péremptoire que nos ancêtres se sont battus pour arracher le droit de vote relève d'une méconnaissance historique crasse et la CNT peut opposer à cette affirmation des prises de position et des actions passées qui ne se prêtaient pas aux "pièges à cons électoraux".

Dès octobre 1895, Fernand PELLOUTIER écrivait dans sa *Méthode pour la création et le fonctionnement des Bourses du Travail*, "La Bourse du Travail a été cette école de l'économie sociale ; c'est incontestablement aux échanges d'idées faits dans son sein qu'est due l'évolution profonde produite depuis quelques années dans l'esprit des organisations ouvrières. Les controverses qu'elle suscite ont fortifié cette conviction que la question sociale est une question exclusivement économique puisqu'au fond de toutes les misères, tant morales que matérielles, on trouve le défaut d'argent, et à la source de toutes les oppressions la puissance du capital ; elles ont encore appris le néant des promesses politiques, la folie des révolutions n'ayant pour résultat qu'un changement de régime, puisque les régimes ne valent que ce que valent les hommes et que les hommes ont une regrettable tendance au despotisme, et elles ont ainsi hâté dans une incalculable mesure l'approche de la transformation sociale. Il est nécessaire de multiplier les Bourses du Travail..."

LA BOURSE OU LA VIE ? LA BOURSE... MAIS DU TRAVAIL COMME VRAIE ALTERNATIVE

En tant que secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, PELLOUTIER s'attela à cette tâche si bien que si, en 1892 on dénombrait 14 Bourses, il y en avait 57 en 1900 (un an avant la mort de PELLOUTIER) pour atteindre le chiffre de 167 en 1911.

Pour PELLOUTIER qui combattait l'intrusion des politiques, l'organisation des Bourses du travail avait pour base première l'existence des relations qui découlent entre les travailleurs, appartenant à diverses professions, de la vie dans un même lieu.

Dans le plus grand nombre des cas, les ouvriers d'une même ville ont plus d'intérêts communs que les ouvriers d'une même profession habitant des villes éloignées.

Ce constat objectif peut fonder une communauté d'intérêts sur des bases beaucoup plus sérieuses que celles du "politique" qui n'apporte que le divisionnisme et le 1^{er} mai 1896, PELLOUTIER écrivait que "volontairement confinées jusqu'à ce jour dans le rôle d'organisatrices du prolétariat, les Bourses entrent désormais dans la lutte économique (...), déclarent la guerre à tout ce qui constitue, soutient et fortifie l'organisme social (...). Confidentes des souffrances et des plaintes du prolétariat, elles veulent lutter non pas pour prendre la place de la bourgeoisie et créer un État ouvrier, mais pour égaliser les conditions et donner à chaque être la satisfaction qu'exigent ses besoins en substituant à la propriété individuelle la vie libre sur la terre libre..."

Dans son Bulletin officiel de la même année, la Bourse de Toulouse indique que les Bourses "ont cru longtemps que l'unique moyen d'opérer la transformation sociale était la conquête systématique des pouvoirs publics. Aujourd'hui encore, quelques-uns professent à demi cette opinion mais la grande majorité, instruite par les perpétuelles faillites du suffrage universel, s'est enfin résolue à la lutte économique et, tout en arrachant à l'État, pour l'affaiblir, les réformes possibles, elles se préparent à la bataille qui verra les parasites du travail par l'arrêt du travail".

Après 1896, PELLOUTIER considéra que les Bourses constituaient le "lien vainement cherché jusqu'alors par le prolétariat pour donner à l'action des syndicats d'une même ville l'unité nécessaire à l'oeuvre de la révolution sociale". Dans sa "Lettre aux anarchistes" (1899) qui est considérée comme son testament, PELLOUTIER estima que "les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent en outre semer dans la société capitaliste le germe de groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre

conception... de transformation sociale".

Après que la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers (créée en 1886) d'une part et la Fédération des Bourses du travail (créée en 1892) d'autre part se soient unifiées en 1895 (et cela faillit se faire sous le titre de Confédération nationale du travail - proposition KEUFER à la séance du 27 septembre 1895), l'héritage idéologique de PELLOUTIER s'est formalisé finalement en 1906 par l'adoption de la Charte d'Amiens au IX^e congrès de la CGT.

Cette Charte fut considérée comme le fondement du syndicalisme révolutionnaire et disposait que "dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et répartition, base de réorganisation sociale (...). Le congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes..."

Sur ces bases, avant 1914, le syndicalisme révolutionnaire se développa jusqu'à ce que, malheureusement, éclate la première guerre mondiale qui contrecarrera gravement un épanouissement qui ne put naître puisqu'après l'armistice de 1918, "l'aura" usurpée de la révolution russe permit d'abord la bolchevisation, puis la stalinisation du mouvement ouvrier qui se retrouva alors dépossédé de toute l'autonomie nécessaire pour engager la transformation sociale espérée.

LE CAS PARTICULIER DE NANCY

Force est de constater qu'à NANCY, le courant syndicaliste révolutionnaire, qui ne pouvait donner toute sa mesure qu'au travers des Bourses du travail, connut une entrave sérieuse puisque la Bourse ne fut créée qu'à la veille de la deuxième guerre mondiale et qu'elle ne fonctionnera jamais réellement car elle fut occupée par les Allemands pendant la guerre et fut dissoute au début des années 70 dans on ne sait trop quelles conditions.

Si, une Maison du Peuple fut construite à NANCY grâce à Ch. KELLER (l'auteur de la Jurassienne qui fut l'hymne de la 1^{ère} Internationale), elle ne joua jamais le rôle d'une Bourse du Travail réelle.

Pourtant dès la fin du XIX^e et durant le premier tiers du XX^e siècle, le mouvement ouvrier de NANCY se démena souvent pour obtenir une Bourse face à l'attitude dilatoire des municipalités successives.

L'examen des archives municipales établit qu'une demande officielle de création d'une Bourse de la part de la Fédération des Syndicats Ouvriers de M. & M. (FSOMM) fut déposée le 31 octobre 1893, soit avant la création de la CGT.

La question d'une Bourse est à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 22 août 1898 et il est mis en place une commission pour examen qui semble s'être enlisée dans les sables puisqu'en 1919, l'Union Départementale des Syndicats Ouvriers de M. & M. adhérente à la CGT rappelle à la Mairie que NANCY n'a toujours pas de Bourse. En 1936, lors de la séance du 26 novembre, le Conseil vote l'acquisition d'un immeuble au n° 7 de la rue Drouin pour le mettre gratuitement à disposition de l'Union Locale de Syndicats ouvriers de NANCY ; cette séance n'évoque à aucun moment la Bourse du Travail mais note le manque de place pour réunir les nombreux syndicats.

À noter que le 30 mars 1939, le Commissaire de Police écrit au Maire "que 48% environ des ouvriers ou employés cégétistes ne paient plus leurs cotisations (...). Les ouvriers qui ont abandonné la CGT n'ont pas, en totalité, adhéré aux autres syndicats

Dans ce numéro

Éditorial

Quelle que soit la situation... !

La Poste au service du FN

De l'irresponsabilité des responsables

Pour un 1^{er} mai de luttes et de revendications

: Chrétien-CNT... " (le chat se perd en conjecture sur cette ascendance et ne pourrait qu'être désolé qu'il fût de bigote extraction ?)

Le 1^{er} mai 1939, la Bourse est enfin inaugurée et son règlement intérieur est adopté par son conseil d'administration le 10 août 1939 mais elle ne pourra jamais jouer un rôle tel que celui défini par PELLOUTIER car la guerre ne le lui permit pas.

DE LA NÉCESSITÉ ACTUELLE D'UNE "IDÉOLOGIE" DES BOURSES

Dès les origines, le mouvement syndicaliste français développa une pensée et une pratique "originales" dont la pierre angulaire fut l'indépendance à l'égard des partis politiques.

Cette indépendance fut si souvent violée que l'émancipation intégrale s'en est trouvée totalement compromise et le syndicat n'a jamais pu devenir la "base de la réorganisation sociale".

Pire, l'indépendance syndicale fut non seulement violée, mais les syndicats eux-mêmes s'en remirent trop souvent aux politiques ou aux pouvoirs publics pour améliorer le sort des ouvriers dès qu'il s'agissait de traiter des problèmes économiques et sociaux qui dépassaient l'entreprise ou le patronat.

Aujourd'hui, les syndicats soit gèrent paritairément toute une série d'organismes, soit siègent dans des instances consultatives et se livrent au lobbying envers les élus ou les candidats pendant les campagnes électorales. Ils ont totalement abandonné la préoccupation du règlement en toute autonomie de la question du salariat et ils ont renoncé à l'action directe contre le patronat.

Ainsi, dans le Monde du 14 mars 2002, le secrétaire général de la CGT en vient à affirmer que "(...) les responsables politiques doivent prendre conscience qu'on attend aussi d'eux qu'ils interviennent sur ce qui se passe dans les entreprises". Si on se réfère à la Charte d'Amiens, on ne peut que considérer qu'une volte-face totale est ainsi opérée et qu'elle introduit les politiques dans l'entreprise ! Au contraire du MEDEF qui, sur la base de son opération de "refondation sociale" qui est un véritable projet de société, veut réorganiser la société toute entière sur le modèle de l'entreprise.

Confronté aux évolutions réformistes et institutionnelles profondes des syndicats représentatifs et au projet politique du MEDEF, le courant syndicaliste authentique qui essaie de survivre parmi beaucoup de vicissitudes ne peut qu'essayer de tout reconstruire sur la base des acquis théoriques du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme.

Un des acquis essentiels de ces courants est la recherche du tissage de liens "horizontaux" entre travailleurs d'un même lieu mais

travaillant dans des entreprises différentes. Cette recherche est confrontée aujourd'hui à des difficultés dues au développement d'un nouveau salariat précaire et intérimaire.

Un lieu tel que celui d'une Bourse du travail ou d'une institution semblable, en capacité de recevoir, d'écouter, de soutenir, d'organiser, bref de permettre et de stimuler la liberté d'association y compris pour les petits boulots, se fait impérieusement ressentir à NANCY.

S'il est utopiste et même certainement passéiste d'aspirer à la création d'une Bourse du travail du type de celles de la fin du XIX^e siècle, il n'en reste pas moins qu'une Maison des syndicats, abritant les syndicats nouveaux qui ont une vision globale et absolument autonome de leur action, serait la bienvenue pour qu'enfin à NANCY, il existât un lieu où la liberté d'association, dans l'esprit de la loi du 21 mars 1884 d'une part et de sa circulaire d'application du 25 août 1884 d'autre part, puisse se développer.

EN GUISE DE CONCLUSION QUI S'IMPOSE APRES LE DECONNAGE DES URNES

Les organisations que s'étaient données ceux qui travaillent sont tombées dans une telle déliquescence que, pour beaucoup, voter en faveur du candidat le plus sulfureux et qui semble le moins intégré aux institutions, est apparu comme le seul moyen de faire prendre en compte le mécontentement. Ce type de vote qui traduit une réaction « épidermique » ne légitime en rien le système électoraliste qui aura seulement été utilisé (avec une certaine illusion) comme une opportunité à saisir pour exprimer un ras le bol.

Balancer un bulletin dans une urne ne pourra jamais vraiment changer les choses ; cependant, un concours de circonstances peut donner un résultat exceptionnel et une « légitimité » usurpée qui seront à l'origine d'une dynamique imprévisible : certains appellent cela les accidents de l'histoire.

Sauf que cette dynamique peut se révéler très dangereuse et, pour la casser, qu'il faille balancer dans une urne un paperolle en faveur de celui qui aurait entrevu la « fracture sociale » et qui a socialisé ses fractures plutôt que pour l'accapareur d'héritage qui tente de cimenter démagogiquement les ralliements... Ça coûte pas grand-chose !

Qu'on accomplisse ou pas ce « geste », il n'en reste pas moins que tout est à reconstruire en prenant les choses en mains directement. Et cela ne peut que passer par l'établissement de liens, de rencontres, de manifestations, de solidarités et de contacts « horizontaux » entre d'une part les travailleurs de différentes boîtes et corporations d'une même zone et d'autre part les précaires, les intérimaires et les chômeurs...

Pour la CNT, ce n'est pas l'urne qui compte, c'est d'avoir une tumeur à partir de laquelle il serait possible de s'organiser en toute autonomie.

POUR UN 1ER MAI DE LUTTES ET DE REVENDICATIONS (ORGANISÉ PAR L'UR CNT LORRAINE)

• Mardi 30 avril

Nancy, Faculté des lettres, 19 heures, Amphi 42
Projection/débat : **La précarité des travailleurs du nucléaire** (en association avec le SCALP Nancy)

• Mercredi 1er mai

Manifestation à Nancy, 10 heures, place de la République
Pic-nique le travail, à partir de 12 heures 30, parc de la Pépinière

Concerts : Les Papillons, Mon Désert, Les Minables, La Chorale Révolutionnaire, Mell
Table de presse, coin lecture, expos, jeux coopératifs, discussions...

(en association avec le groupe Marée Noire de la Fédération Anarchiste, le SCALP Nancy et le MOC)

• Jeudi 2 mai

Metz, Salle Robert Ochs, 10 rue des Trinitaires, 20 heures 30
Conférence/débat : **Pour en finir avec l'extrême droite**

• Vendredi 3 mai

Nancy, Salle Raugraff, 12 rue Raugraff, 20 heures 30
Conférence/débat : **Travail et précarité**, animée par **Rachid Belkacem**

• Samedi 4 mai

Metz, Salle Robert Ochs, 10 rue des Trinitaires, 15 heures
Meeting CNT
Concert à partir de 20 heures : Les Dérangés, No Conform

Et du mardi 30 avril au samedi 4 mai, les après-midi, à la salle Robert Ochs de Metz, expositions sur les thèmes de l'anticapitalisme, l'antifascisme et l'antisexisme.

De l'irresponsabilité des responsables

Que ce soit dans les médias ou dans les discussions que tout le monde peut avoir entre amis et connaissances, on entend souvent mettre en cause les abstentionnistes et les non inscrits pour tenter d'expliquer la situation actuelle, allant même jusqu'à les traiter d'"irresponsables".

Ces accusations sont injustifiées d'une part, et d'autre part elles masquent la vraie question à se poser si l'on veut essayer de comprendre ce qui se passe aujourd'hui. C'est ce que je vais essayer de te démontrer, ami lecteur.

Il est vrai que les abstentionnistes ont eu un poids considérable (29%) dans les élections du 1^{er} tour. Il est vrai aussi que les non-inscrits sont nombreux (estimés à plus de 10% de l'électorat potentiel). Alors il est très tentant de penser que si tous s'étaient « responsabilisés », si ceux là étaient venus voter et si ceux-ci s'étaient inscrits pour voter également, M. Le Pen ne serait sans doute pas au second tour, car son poids électoral aurait singulièrement diminué. Peut-être que cette analyse à l'emporte pièce est juste, mais peut-être qu'elle est fautive : en effet, les aspirations de ces deux catégories de l'électorat potentiel sont extrêmement nombreuses, diversifiées, fortement dépendantes du contexte sociopolitique. Ces aspirations vont du « j'm'en foutisme » le plus total (qui en soit est déjà une position politique) à la conviction la plus ferme, en passant par tous les intermédiaires qui peuvent te venir à l'esprit, ami lecteur, comme par exemple un fasciste abstentionniste. Aussi, je peux tout aussi bien affirmer que M. Le Pen se serait encore retrouvé au 2^{ème} tour, même si tout ces gens avaient voté en se « responsabilisant ». C'était une première remarque.

La seconde remarque ami lecteur, c'est que si je continue à rester dans cette logique, je me dois maintenant d'examiner l'électorat votant. Alors je vais t'accuser toi qui a été voter. Chevènement, toi qui a voté Verts, ou PC, ou LCR, ou LO, ... ; car si tu avais été « responsable », tu aurais dû aller voter Jospin et ne pas te faire avoir par les sondages ou par je ne sais trop quelle autre différence subtile de conceptions avec lui. Ainsi, M. Le Pen ne serait pas au second tour; et cette fois,

contrairement à tout à l'heure, l'affirmation est irréfutable cher lecteur. Alors tu vois mon ami, qu'avec ce type d'analyse poussée dans sa logique la plus extrême, seuls sont « responsables » ceux qui votent pour l'un des deux candidats les mieux placés dans leur groupe politique ou dans les sondages ; tous les autres sont des « irresponsables », briseurs de démocratie sous prétexte d'exprimer leur différences lors d'une présidentielle alors qu'il y a une législative juste après. J'espère qu'à ce niveau ami lecteur, tu es en train de faire ton mea culpa.

Alors, pour que survive la démocratie, c'est à dire pour que M. Le Pen ne prive pas les français du débat gauche-droite du second tour, pour en être sûr, pour "responsabiliser les gens", il n'y a qu'à supprimer le 1^{er} tour des présidentielles et le problème fasciste sera réglé.

Vaste programme que de restreindre et de dénoncer la liberté de choix au nom de la démocratie. C'est du déjà-vu non ? Mais que faire d'autre me diras-tu ? Hé bien, peut-être que la première chose à accepter c'est le choix des votants quel qu'il soit, le choix des abstentionnistes et des non inscrits, qu'elles qu'en soient les raisons. Et peut-être que la deuxième chose c'est de se demander pourquoi Messieurs Le Pen et Mégret ont réuni 20% des suffrages exprimés, alors que toutes les forces dites démocratiques, de droite comme de gauche, partis ou syndicats, les avaient clairement dénoncé comme fascistes ?

Peut-être alors auras-tu enfin la réponse à la question initiale ami lecteur : "Mais qui sont les irresponsables qui ont amené M. Le Pen au 2^{ème} tour ?"

Pour ma part, j'en ai conclu que ce sont les capitalistes, tous les capitalistes, de droite comme de gauche, qui nourrissent le fascisme de voix toujours plus nombreuses. Parce que le capitalisme plonge toujours les classes sociales défavorisées dans l'insécurité économique, que sa politique soit de droite ou de gauche. Et que de l'insécurité économique, grâce à un discours habile et démagogique, on dérive vers l'insécurité en général, thème essentiel de l'enrôlement fasciste, thème de cette campagne présidentielle, thème du RPR, du PS et d'autres encore, partis capitalistes, hypnotisés par la peste brune.

Alors ami lecteur, vote Chirac, vote nul ou ne vote pas, fait ce que ta conscience te dicte. Mais n'oublies pas que l'essentiel c'est la lutte sociale contre les inégalités.

DERNIERES REFLEXIONS

Imaginez que la Bourse du Travail existe toujours ou enfin à Nancy. Ne serait-ce pas à partir de là qu'immédiatement la résistance pourrait naturellement s'organiser pour faire chuter la bête immonde et envisager d'engager enfin la transformation sociale intégrale qui ne lui permettrait plus de se risquer à réapparaître.

Au-delà de l'échec du FN, la véritable alternative c'est de construire enfin une société libertaire.

LA POSTE AU SERVICE DU FN

La Poste se présente aujourd'hui comme « n'importe quelle entreprise » au service du client. Et la CNT ajoutera de n'importe quel client !

En effet, dans le secteur de la 1^{ère} circonscription de Meurthe et Moselle, on a pu découvrir, dans les boîtes aux lettres, parmi la publicité non adressée, un « objet » de huit pages conditionné sous un film plastique opaque. C'est un prospectus électoral du Front National pour les élections législatives des 9 et 16 juin 2002.

Ainsi, les agents contractuels distributeurs de « pub », qui sont sous-payés et utilisés dans des conditions si abusives que l'inspection du travail de la Poste n'a pas permis d'examiner, sont à leur insu, utilisés comme propagandistes d'une idéologie immonde ! Si des réticences et si surtout un refus se manifestent, La Poste soumet ses employés au chantage à l'emploi et menace de les licencier !

Les commerciaux de La Poste, néophytes et avides de résultats en terme de chiffre d'affaire doivent être rappelés à l'ordre, les contrats commerciaux doivent être dénoncés et la distribution des « objets » de propagande d'extrême droite doit cesser.

La CNT manifestera un soutien total à tout distributeur qui a ou fera jouer son droit de réserve et se prononce pour le boycott de la diffusion commerciale des tracts du F. N.

En bref... En bref... En bref... En bref...

• Chevènement

Le naufragé d'outre-tombe a tellement flirté avec les idées du Front National qu'il ne sait plus quoi faire en vue du second tour des élections présidentielles : adhérer au Front ou appeler à voter Jospin (BRAVO !).

• Meeting de la CNT

Vendredi 3 mai 2002
À 20 heures salle Raugraff, NANCY.

La CNT en Lorraine

◆ CNT-Interco Nancy et ses environs

BP 048
54002 Nancy

◆ CNT-FAI

BP 048
54002 Nancy

◆ CNT-PTT 54

Centre de traitement du courrier
8, boulevard Joffre
54039 Nancy CTC
Tél. 03 83 39 36 09

◆ Syndicat Unifié du Bâtiment des Travaux Publics et du Secteur des Métiers

BP 048
54002 Nancy
Tél. 06 81 13 88 65

◆ CNT-Interco Metz

Fac des Lettres—Ile du Saulcy
57000 Metz

Adresse nationale

Confédération Nationale du Travail

BP 72
33038 Bordeaux Cedex
Tél. et fax : 05 57 89 21 72
INTERNET :
http://cnt-f.org
E.MAIL :
cnt@cnt-f.org

